

Personnes handicapées: l'ONU tacle la France et exprime ses "inquiétudes"

Lors d'une conférence de presse vendredi, une experte de l'ONU a appelé la France à faire davantage "d'efforts" pour inclure les personnes handicapées dans la société.

Un constat accablant et des mots durs à l'égard de la France. Pour la première fois, une experte de l'ONU a exprimé vendredi ses "inquiétudes" quant à la prise en charge des personnes handicapées sur le territoire national. Lors d'une conférence de presse, Catalina Devandas-Aguilar, rapporteure spéciale des Nations unies sur les droits des personnes handicapées, a recommandé à la France de faire davantage d'efforts pour inclure cette catégorie de population dans la société.

Elle s'exprimait à l'issue d'une visite officielle, la première, entamée le 3 octobre. L'experte bénévole a souligné le nombre "très élevé" d'enfants et adultes handicapés résidant dans des institutions où ils se retrouvent "isolés" du reste de la société. Elle a appelé le gouvernement français à lancer "un plan d'action pour fermer progressivement ces institutions et les transformer en services implantés dans la communauté". Selon elle, c'est possible même pour les personnes polyhandicapées. "D'autres pays ont développé des processus de désinstitutionnalisation", a-t-elle assuré.

Les handicapés mentaux victimes "de mauvais traitements"

Catalina Devandas-Aguilar a également dénoncé le manque d'accessibilité des lieux ouverts au public et des transports en commun. "Les jeux Olympiques de 2024 seront une occasion en or de rendre la capitale française plus accessible", a-t-elle estimé en soulignant que les efforts devront également porter sur le reste du pays et sur l'outremer.

Elle a recommandé une "simplification" des différentes aides auxquelles ont droit les personnes handicapées, décrivant un système de protection sociale "très complexe" dans lequel il est "très difficile" de se retrouver. Elle a encouragé le gouvernement à poursuivre ses efforts pour scolariser en milieu ordinaire davantage d'enfants handicapés, et s'est inquiétée du fait que les personnes placées sous tutelle soient "dépourvues du droit de vote".

L'experte a aussi regretté des "abus et mauvais traitements à l'encontre de personnes souffrant de troubles mentaux et pouvant être hospitalisées sans leur consentement". Le gouvernement va "dans la bonne direction" mais "les changements doivent être plus profonds pour aller vers une société véritablement inclusive", a-t-elle conclu.

L'Express